L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 11 AVRIL 1863

BUREAUX, No. 78 rue de Chartres. — Entre les rues Bienville et Conti.

Nouvelle-Orléans :
SAMEDI MATIN, 11 AVRIL.

☞ Les porteurs sont autorisés à prendre des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le Shérif, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—Une portion, de terre située face à l'Avenue St Bernard, Sixième District.

Par E. Roger, à 10 heures, sur le devant de l'encan, bottes, souliers, brodequins et chaussons.

Par W. P. Vincent—No 64, rue de la Douane, marchandises sèches étrangères et du pays.

Par R Gottschreder—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, deux lots de terre avec améliorations, dans le Faubourg Plaisance, Troisième District.

Par F. H. Flynn—au coin des rues Amour et Kerlerec, beaux meubles, glaces, tapis, rideaux, tableaux à l'huile, etc.

Par E. M. Jacobs—à 10 heures, au Passage de la Bourse, au lot de meubles, glaces, pendules etc.

Par J. P. Boisskau—à onze heures, à son magasin d'Orléans, au coin des rues Magazine et Gravier—Tabac, poire, sel, jambons, etc.

Par E. Scott, à 10 heures, à la salle d'encan, rue des Magasins, No 54, thé, épiceries, pleins de cochon, tabac, cognac, vin rouge, poissons, etc.—A midi, dans la rue Vieille-Levée, No 53, épiceries.

Par R. T. Montgomery, à 10 heures, dans la rue Fulton No 62, le fonds d'un magasin de produits et de groceries.—A midi, dans la rue du Camp, No 93, café Rio, sucre, beurre, tabac, eau-de-vie, whisky etc.

Convocation d'une Convention Nationale.

Attitude de la démocratie en Pennsylvanie.

Nous trouvons la pièce suivante dans le *Philadelphia Ledger* de 19 :

De nombreuses pétitions, en faveur d'une convention nationale pour mettre fin au conflit, ont été présentées à la Législature de Pensylvanie, pendant cette session. Les démocrates du Sénat et de la Chambre se sont réunis en *caucus* et ont adopté hier soir des résolutions qui seront présentées au Sénat par l'honorable M. Lamberton et à la Chambre par M. Pershing, président du comité des relations extérieures. La Chambre étant à la majorité est démocratique et les votes probablement, mais comme le Sénat a une majorité républicaine, elles n'iront pas jusqu'au Gouverneur, bien qu'elles présentent une solution pour l'avenir. Voici le texte de ces résolutions :

" Attendu qu'une controverse sectionnelle inévitable a amené la sécession d'un nombre d'Etats de l'Union et que la guerre dure déjà depuis deux ans, avec une violence et un carnage sans exemple, au détriment du peuple des deux sections ; et les remplissant de désolation de deux côtés ; et

" Attendu que le maintien de l'Union de tous les Etats est indispensable à la paix et au bien être du peuple aussi bien qu'à l'établissement d'une grande nationalité ; et

" Attendu qu'un coup-d'état par les mesures ordinaires de législation seraient insuffisantes pour remédier aux difficultés actuelles ou pour régler les complications qui en ont surgi ; et

" Attendu que le 5e art. de la Constitution des Etats Unis dispose que toutes les fois que les deux tiers des deux Chambres jugeront nécessaire de proposer des amendements à cet acte ou que sur la demande des Législatures des deux tiers des Etats il sera proposé de convoquer une convention pour proposer des amendements, lesdits amendements devenant partie intégrante de cet acte, une fois qu'ils seront ratifiés par les Législatures des trois quarts des Etats ou de Conventions tenues dans trois quarts d'entre eux, de la manière prescrite par le Congrès, selon que l'un ou l'autre mode de ratification aura été proposé par le Congrès ; et pourquoi :

Il est résolu par le Sénat et la Chambre des Représentants de la Pennsylvanie, réunis en Assemblée Générale, qu'il soit et qu'il est de l'opinion que les présentes au Congrès des Etats Unis de convoquer une convention des Etats, ainsi qu'il y est autorisé par l'article 5 de la Constitution des Etats Unis susdits, et que le mode de ratification auquel il sera procédé à cet effet, soit celui qui a été proposé par le Congrès, lequelle convention aura pour objet de s'occuper sur des causes des maux qui affligent actuellement la nation et, si elle trouve quelque juste sujet de plainte, d'amender ladite Constitution de manière à écarter ces causes autant que par la plus parfaite union des Etats, une meilleure intelligence des relations des Etats avec le gouvernement fédéral, établissant la justice, la tranquillité domestique, et assurant toutes autres choses non incompatibles avec l'esprit de la Norme actuelle du gouvernement, qui seront jugées nécessaires pour favoriser le bien-être général et garantir les bienfaits de la liberté pour nous mêmes et pour nos descendants.

Il est résolu, en outre, que le gouvernement soit requis d'envoyer copie des résolutions ci-dessus au président des Etats-Unis, au président du Sénat des Etats-Unis, au président de la Chambre des Représentants de l'Assemblée des divers Etats qui sont restés dans l'Union.

Les résolutions qui précèdent ont reçu, dit-on, la sanction du gouverneur Seymour et des principaux membres du parti démocrate des Etats de New York et du New Jersey, de plusieurs démocrates de la Nouvelle Angleterre et d'un grand nombre des Etats de l'ouest. Le rapport sur ces résolutions a été fait au caucus par le sénateur Lamberton.

Expulsion des nègres de New-Jersey.

L'Etat du New-Jersey ne veut plus recevoir de nègres, ni de gens de couleur. La législature a passé un bill déclarant que tout nègre ou mulâtre qui viendra dans l'Etat sera transporté dans la république de Libérie en Afrique ou dans les Antilles aux frais de l'Etat. C'est plutôt encourager l'immigration des contrebandiers qu'décourager leur exclusion, car s'il ne veut pas s'astreindre à la loi de leur déportation, les Etats qui ne veulent pas s'engrever et qui tiennent à se débarrasser des nègres les ouvriront tous dans cet Etat.

[Philadelphia Ledger]

Mouvements politiques dans l'armée.—

Le *National Intelligencer* du 26 mars contient la correspondance suivante adressée à la presse associée :

Port Royal (S. C.) 18 mars. Un ordre doit être lancé aujourd'hui pour l'arrestation du lieutenant colonel Gardner, du septième régiment du Connecticut, qui est accusé d'avoir obtenu, sous de fausses prétextes les signatures d'un certain nombre d'hommes de son régiment, au bas des résolutions en faveur de la paix, afin d'influencer l'élection dans son Etat. Le fait a créé une grande indignation parmi les régiments de cet Etat, qui désapprouvent hautement les mesures de la paix. Le Connecticut sera le point d'honneur dans la grande bataille qui va se livrer.

La législature de l'Ohio a adopté la résolution suivante présentée par M. Flag, démocrate en faveur de la guerre, en réponse aux pétitions en faveur d'un armistice et de la paix.

" Résolu par l'assemblée générale de l'Etat de l'Ohio, que nous n'aurons pas de dissolution de l'Union ; que nous n'aurons pas d'armistice ; que nous pouvons combattre aussi longtemps que les rebelles et les traîtres le peuvent ; et que la guerre continuera jusqu'à ce que la légalité soit restaurée ; et que nous ne désespérerons jamais de la République.

Sociétés politiques secrètes.

Desarmement des habitants de l'Ouest.

(Extrait du *N. Y. Express.*)

Le *Cincinnati Enquirer* dit qu'à une réunion radicale d'une loge secrète de cette ville, on a adopté des résolutions qui demandent au président de supprimer l'*Enquirer* et de désarmer le peuple. Ce journal dit encore qu'une résolution ridicule a été adoptée à l'effet d'engager le gouvernement fédéral à désarmer les habitants aux autorités militaires à désarmer les habitants en ordonnant la collection des armes à feu, des fusils et des pistolets qui se trouvent maintenant en leur possession et qui leur avaient été fournis par le gouvernement, le dit adopté à l'unanimité, tous l'ordre de réunir des signatures et de l'adresser au président. Nous citons :

Il — L'ordre d'admission à ces loges est primièrement, la présentation d'un billet rouge. Vous êtes conduits alors à la porte de la salle où vous est reçue à serment et une carte verte lui est remise au moyen de quoi elle est admise par la suite directement dans la salle.

III — Nous pouvons dire que les mêmes officiers ont d'une grand nombre de ceux qui étaient présents. C'est là un vilain tableau à contempler pour des hommes libres. La paix pourra-t-elle être maintenue longtemps avec de telles sociétés dans notre sein ? On a bien fait de ces sociétés dans les noms des propriétaires qui s'y trouvent affiliés.

Après une pareille citation on peut très bien comprendre ce qui suit :

" Le *Chattanooga Advertiser*, journal de l'Ohio, a publié, il y a quelque temps, sept colonnes de lettres écrites par des officiers de l'armée par des soldats qui sont en faveur de la paix.

La conscription. — Un correspondant de Washington dit à propos de la loi sur les enrôlements :

On assure qu'une force de 100,000 hommes est plus sera placée dans les camps d'instruction pour le 1er juin. Les demandes de renforts pour les armées en campagne seront présentées à cette époque, afin notamment de remédier aux absences et à la désertion. On croit aussi à cause de l'expiration du terme pour lequel une grande partie des troupes sont engagées.

Vins, fromages, pommes de terre. — M. J. N. Carien, No 20 rue Toulouse, a reçu, par les derniers arrivages de Bordeaux et du Havre, un fort envoi de vins, fromages et pommes de terre—Voir aux annonces.

Cordes, chaux et ciment.—M. Geo. E. Beard des entrepôts St-Louis, a en magasin une forte quantité de cordes d'emballage, de whisky, de chaux et de ciment, qu'il offre à des prix modérés. Voir aux annonces.

Fleurs artificielles.—Mlle Emelie Servant vient d'ouvrir une fabrique de fleurs artificielles, rue Royale, No 151. Voir aux annonces.

Prunes.—Dans la réponse faite par M. de Blanmark à la pétition de Boston que nous avons publiée, nous remarquons le passage suivant :

" J'ai rapidement vu ma vie heureuse, par votre nouvelle pétition de 6 de ce mois, les questions de MM. les députés du commerce sur le chemin de notre patrie extrêmement. Si j'ai eu le bonheur de commencer sur le chemin d'exercer un plaisir d'exercice en [illegible]

EDITION D'HIER SOIR.

Terreur causée au commerce par les corsaires confédérés.

Le pavillon des Etats Unis a presque entièrement disparu de la marine marchande et a fait place au pavillons anglais que les croiseurs confédérés sont obligés de respecter quand la majorité des membres des équipages sont sujets de l'Angleterre. Le tableau suivant relatif au port de New-York, c'est-à-dire au plus grand port des Etats-Unis, montre assez bien à quel degré s'est élevée la terreur inspirée par la marine du sud au commerce américain : Au 21 du mois dernier, on comptait dans le port de New York 155 navires dont 7 prussiens, 2 autrichiens, 5 norwégiens, 2 danois, 5 italiens, 15 brémois, 1 hanovrien, 2 suédois, 3 hambourgeois, 2 français, 48 américains et 62 anglais. Ainsi, sur 155 navires, 48 seulement portaient le pavillon américain et 107 des pavillons étrangers. Cette circonstance doit rendre la course beaucoup moins lucrative pour les croiseurs du Sud.

Un 18 Fructidor Electoral.

Plans de la Ligue Loyale.

M. Forney, de la *Press*, journal publié à Philadelphie, a déjà avoué que l'objet de la ligue loyale est d'élire un président républicain en 1864. Il y a d'autres lignes à Cincinnati également indiscrets, qui confessent que l'objet de la ligue est d'emporter les élections prochaines, et de s'organiser de manière à atteindre le but par tous les moyens, même au prix de l'effusion du sang, s'il le faut.

Dans un meeting de l'Association de l'Union Nationale tenu vendredi soir à Cincinnati, le juge Woodruff, président de l'assemblée, a prononcé un discours où après avoir écarté l'imputation d'être hostile à la guerre, il a déclaré que ses sympathies étaient pour la guerre, mais sans caractère ou sans réputation dans la communauté, et avoit fait sentir la nécessité de gagner les hommes vraiment loyaux, il conclut par les paroles suivantes qui ressemblent à un défi :

" Le drapeau américain doit être défendu, la suprématie de la constitution et des lois maintenue et l'*élection doit être emportée*, même au prix de *sang*, car de l'élection tout dépend."

M. Hancock, qui déshonore la respectable profession de maître d'école, a dit qu'il n'était pas en faveur de la loi de la populace et en cela nous devons voir la raison imposée par sa profession ; mais cette raison a bientôt fait place à Buncock lui-même quand il a ajouté que la "loi de la populace était bonne quelquefois."

La séance a été principalement consacrée à une discussion sur le caractère et les discours de M. Barker, receveur de la Banque de l'argent pour faire face à ses achats. Il donna le mandrandum d'une facture qui, dit-il, avait été expédiée à M. Barker et ce dernier ne la reçut jamais.

Le contre-examen de M. Barker a établi qu'aucune société existait entre l'accusé et lui ; que le différend provient de la difficulté de régler les comptes ; que la question a été soumise à M. G. W. Griffin, le 31 du mois dernier ; que le bénéfice provenant des achats (louis) avait été partagé par moitié entre M. McChesney et Barker. L'accusé a reconnu les avances, excepté un item de sept cent cinquante piastres. Les dépositions des témoins à décharge se réunissent en ceci : M. Barker a été blâmé le surplus qu'à tiré de l'argent ; il a été libéral et a toujours remboursé avant le règlement des comptes de la société. La différend se complique en outre d'une dispute au sujet du taux convenable de change.

M. Barker a soutenu que l'accusation tombe dans le domaine de la loi qui a trait au mauvais emploi de fonds.

M. Rosélius a répliqué que la poursuite était venue après coup ; qu'elle était le résultat d'une querelle survenue entre les parties au sujet du règlement des comptes de la société, que rien ne prouve qu'il faille blâmer de cette affaire le tribunal établi pour les causes criminelles.—M. McChesney est d'ailleurs prêt, a dit M. Rosélius en terminant, à se soumettre à la décision d'un négociant honorable quelconque, il s'en lui la somme qu'il doit. Quant à l'idée de détournement de fonds, elle est ridicule.

Le juge se prononcera sur l'affaire aujourd'hui ou demain.

Man'n. Smith, arrêté sous prévention d'avoir de l'argenterie volée, a été conduit, hier, devant le magistrat.—Le watchman a déclaré l'avoir arrêté, vers cinq heures du matin, à deux pieds de la résidence de M. Lapeyre, au coin des rues Ste Anne et St Claude, où avaient été volées les pièces trouvées chez Smith. L'accusé était sur un pied au moment de l'arrestation.

Le lieutenant Miller a trouvé, à la porte de la maison, un outil qui a été en partie reconnu comme celui dont on se sert dans la maison qu'habite Smith.

Mlle Connor a déclaré qu'un nommé Marcelin Pecora lui a dit, aussitôt après l'arrestation de Smith, que c'était lui qui avait fait le vol, qu'il avait laissé tomber le butin et s'était enfui à la vue du policeman, que Smith avait ramassé le paquet et avait été arrêté à sa place. Mlle Connor a ajouté que Pecora est parti pour La Havane mercredi dernier.

Plusieurs témoins ont déclaré avoir vu Smith, dans la salle de bal du Globe, avec Pecora, à 2 heures du matin, le jour où le vol fut commis. Un médecin a dit qu'on l'a appelé auprès de cette même époque près de là et a vu le malade était en tel état (il souffrait de l'hydrodisie) qu'il ne pouvait pas se mouvoir.

La suite de l'interrogatoire a été remise à ce matin' Le prisonnier donnera son témoignage.

Cour Prévôtale—*Vendredi matin*—Frank Dunlap, homme de couleur, déclaré coupable de vol de montre, a été condamné à deux mois de prison.

S. Barnett et D. Patet ont été traduits devant la magistrat sous prévention d'avoir de petits drapeaux confédérés peints. L'un d'eux a répondu qu'il avait acheté le sien dans la rue et l'autre a dit qu'il avait peint le " flag ", pour des dames, sur un morceau de calicot et a refusé de donner leurs noms. Le magistrat n'a pas encore prononcé sur leur sort.

Hey Jenkins qui, après avoir vidé un verre en l'honneur de Stonewall Jackson, a poussé des hourrahs pour Jeff. Davis, a été condamné à $25 d'amende.

John Cannon, A. Kam et L Smith ont été envoyés en prison pour deux mois. Ils se sont battus et ont fait du tapage dans la rue du Quartier; on les croit en outre suspects et dangereux.

Les officiers confédérés—Sur la demande de M. Roxier, le Prévôt a fixé à lundi prochain l'interrogatoire du major Breedlove et du capitaine Switzer arrêtés sous prévention d'avoir voulu franchir les lignes.

Cautionnement—A. Doyle, qu'on accuse d'avoir des revolvers de marine, a fourni, ce matin, un cautionnement pour répondre de sa comparution.

Prix du pain—Le prix du pain étant de douze piastres le baril, les boulangers devront donner, à partir de dimanche prochain, 12 de courant :

44	onces pour	20	cents.
22	"	10	"
11	"	5	"

L'ordre émane du bureau du maire.

Aventure d'un déserteur canadien.

Nous trouvons dans la *Minerve* de Montréal le récit suivant :

Nous avons reçu hier la visite d'un Canadien du nom de Napoleon Thibault, de St-Martin, arrivé de Rouse's Point par le convoi de neuf heures.

Voici ce qu'il nous a raconté. Il partit de chez ses parents, dans la paroisse de St-Martin, comté de Laval, en octobre dernier, et se rendit à New York, dans le but de s'y engager et d'y gagner sa vie. Arrivé dans cette ville, on l'enrôla sans son consentement dans le 2ème régiment de New York, et il resta en garnison au même lieu jusqu'au 7 mars. A cette époque le compagnie dont il faisait partie reçut ordre de se rendre à Rouse's Point, où elle devait aider à exécuter une nouvelle levée, rendue nécessaire pour une rencontre qu'on croit très prochaine entre l'armée du Nord et celle du Sud.

Dimanche soir, il laissa Rouse's Point à pied et prit la direction du Canada en passant à travers les champs et les bois.

Il marcha ainsi sur le chemin de fer lorsqu'il vit venir une locomotive à toute vapeur. Prévoyant bien qu'on était à sa poursuite, il laissa le chemin et se dirigea vers le bois. La locomotive s'arrêta à la place qu'il venait de quitter et on tira sur lui cinq ou six coups de fusil qui, heureusement, ne l'atteignirent pas. On ne le poursuivit pas plus loin, et après beaucoup de peines et de misère qu'il endura pendant toute la nuit, il arriva hier matin à Caughnawaga vers huit heures. Il traversa à Lachine et prit les chars qui le conduisirent à Montréal, où il arriva une heure après.

Il mentionna avec plaisir le fait que sa traversée à Lachine et son passage par le chemin de fer jusqu'à Montréal furent gratuits. Cette conduite se trouvait d'accord avec celle dont M. McChesney, dit-il, n'a pas reçu un sou de paie depuis le 10 novembre, et il ne possédait que douze sous en papier des Etats Unis et un trente sous argenté qu'il avait conservé depuis son départ du Canada. En arrivant en cette ville, il a trouvé une ancienne connaissance, Mr. Mc Corbeille, Hôtel Glasgow, rue St Laurent, où il rencontra aussi un de ses bons paroissiens, M. A. Lorin, qui lui procura les moyens de se rendre dans sa famille.

Il y avait un grand nombre de Canadiens dans le régiment dont il faisait partie.

Il a écrit plusieurs fois à sa famille, mais il n'a reçu aucune réponse. Cette plainte contre le mauvais service des malles aux Etats-Unis est générale.

En passant à St Rémi, il rencontra un autre soldat qui, comme lui, fuyait son régiment, mais ils avaient probablement la même idée, car à peine le premier l'eut-il aperçu que, le prenant à sa poursuite, il se courut encore plus vite, tandis que l'autre, dans une direction opposée, continuait sa course avec non moins de rapidité.

Bruit d'un congrès à St Petersbourg.

On lit dans la *Patrie* du 13 mars :

Les renseignements que nous avons publiés hier sur une communication anglaise ayant pour objet de régler dans une action commune, à Saint Pétersbourg, les puissances signataires de l'acte de 1815, nous sont expressément confirmés.

Quoiqu'il ne soit pas impossible de prévoir dès quelle sera l'attitude de quelques uns des états européens qui doivent répondre à la dépêche de Vienne, nous croyons qu'il y a des motifs pour penser que la réponse de la Suède sera favorable.

Nous devons observer que le mode proposé pour l'action à provoquer de la part des puissances signataires des traités de 1815, ne paraît pas avoir encore été déterminé.

Un chasse à la locomotive.

Nos lecteurs se rappellent peut-être le récit que nous fîmes, sous ce titre, il y a près d'un an, d'une chasse faite à une troupe de soldats de l'Ohio, qui, envoyés sous divers déguisements, dans la Georgie, pour y détruire les chemins et commettre d'autres dégats, s'étaient emparés d'une locomotive pendant que les voyageurs étaient à déjeuner et avaient fui en détruisant après eux la voie ferrée de distance en distance. Ils furent atteints dans leur course, néanmoins, par quelques employés de la ligne de Chattanooga qui déployèrent dans cette circonstance une énergie et une activité presque miraculeuses. Mais on ignorait depuis lors le sort des prisonniers. Un correspondant de Washington nous apprend que sept d'entre eux ont été pendus par les Confédérés et que six autres, probablement échappés de prison, et envoyés au fort Monroe sous pavillon parlementaire, sont arrivés à Washington où le secrétaire de la guerre les a paraitement accueillis et leur a présenté devant un grand nombre d'officiers de l'armée, la médaille autorisée par le Congrès pour des services signalés pendant la guerre.

Correspondance de Washington.

On écrit de Washington au *Chicago Times* sous la date du 20 mars ;

J'ai appris d'un voyageur qui revient de Port Royal, Hilton Head et de la côte de la Caroline du Sud que l'objet véritable de la grande expédition n'est pas précisément de réduire Charleston ou de prendre Savannah, mais d'organiser et d'exercer des régiments de nègres afin de soulever les esclaves dans l'intérieur de la Caroline.

L'exemption faite par Greeley, il y a quelques jours, que le général Hunter était à organiser une expédition de nègres pour pénétrer dans l'Etat de la Caroline et y fomenter des insurrections de nègres, est littéralement vrais. La seule raison par laquelle l'opposition tribunal établi pour les causes criminelles.—M. McChesney est d'ailleurs prêt, a dit M. Rosélius en terminant, à se soumettre à la décision d'un négociant honorable quelconque, il s'en lui la somme qu'il doit. Quant à l'idée de détournement de fonds, elle est ridicule.

Le juge se prononcera sur l'affaire aujourd'hui ou demain.

Man'n. Smith, arrêté sous prévention d'avoir de l'argenterie volée, a été conduit, hier, devant le magistrat.—Le watchman a déclaré l'avoir arrêté, vers cinq heures du matin, à deux pieds de la résidence de M. Lapeyre, au coin des rues Ste Anne et St Claude, où avaient été volées les pièces trouvées chez Smith. L'accusé était sur un pied au moment de l'arrestation.

Le lieutenant Miller a trouvé, à la porte de la maison, un outil qui a été en partie reconnu comme celui dont on se sert dans la maison qu'habite Smith.

Mlle Connor a déclaré qu'un nommé Marcelin Pecora lui a dit, aussitôt après l'arrestation de Smith, que c'était lui qui avait fait le vol, qu'il avait laissé tomber le butin et s'était enfui à la vue du policeman, que Smith avait ramassé le paquet et avait été arrêté à sa place. Mlle Connor a ajouté que Pecora est parti pour La Havane mercredi dernier.

Plusieurs témoins ont déclaré avoir vu Smith, dans la salle de bal du Globe, avec Pecora, à 2 heures du matin, le jour où le vol fut commis. Un médecin a dit qu'on l'a appelé auprès de cette même époque près de là et a vu le malade était en tel état (il souffrait de l'hydrodisie) qu'il ne pouvait pas se mouvoir.

La suite de l'interrogatoire a été remise à ce matin' Le prisonnier donnera son témoignage.

Cour Prévôtale—*Vendredi matin*—Frank Dunlap, homme de couleur, déclaré coupable de vol de montre, a été condamné à deux mois de prison.

S. Barnett et D. Patet ont été traduits devant la magistrat sous prévention d'avoir de petits drapeaux confédérés peints. L'un d'eux a répondu qu'il avait acheté le sien dans la rue et l'autre a dit qu'il avait peint le " flag ", pour des dames, sur un morceau de calicot et a refusé de donner leurs noms. Le magistrat n'a pas encore prononcé sur leur sort.

Hey Jenkins qui, après avoir vidé un verre en l'honneur de Stonewall Jackson, a poussé des hourrahs pour Jeff. Davis, a été condamné à $25 d'amende.

John Cannon, A. Kam et L Smith ont été envoyés en prison pour deux mois. Ils se sont battus et ont fait du tapage dans la rue du Quartier; on les croit en outre suspects et dangereux.

Les officiers confédérés—Sur la demande de M. Roxier, le Prévôt a fixé à lundi prochain l'interrogatoire du major Breedlove et du capitaine Switzer arrêtés sous prévention d'avoir voulu franchir les lignes.

Cautionnement—A. Doyle, qu'on accuse d'avoir des revolvers de marine, a fourni, ce matin, un cautionnement pour répondre de sa comparution.

Prix du pain—Le prix du pain étant de douze piastres le baril, les boulangers devront donner, à partir de dimanche prochain, 12 de courant :

44	onces pour	20	cents.
22	"	10	"
11	"	5	"

L'ordre émane du bureau du maire.

Aventure d'un déserteur canadien.

Nous trouvons dans la *Minerve* de Montréal le récit suivant :

Nous avons reçu hier la visite d'un Canadien du nom de Napoleon Thibault, de St-Martin, arrivé de Rouse's Point par le convoi de neuf heures.

Voici ce qu'il nous a raconté. Il partit de chez ses parents, dans la paroisse de St-Martin, comté de Laval, en octobre dernier, et se rendit à New York, dans le but de s'y engager et d'y gagner sa vie. Arrivé dans cette ville, on l'enrôla sans son consentement dans le 2ème régiment de New York, et il resta en garnison au même lieu jusqu'au 7 mars. A cette époque la compagnie dont il faisait partie reçut ordre de se rendre à Rouse's Point, où elle devait aider à exécuter une nouvelle levée, rendue nécessaire pour une rencontre qu'on croit très prochaine entre l'armée du Nord et celle du Sud.

Dimanche soir, il laissa Rouse's Point à pied et prit la direction du Canada en passant à travers les champs et les bois.

Il marcha ainsi sur le chemin de fer lorsqu'il vit venir une locomotive à toute vapeur. Prévoyant bien qu'on était à sa poursuite, il laissa le chemin et se dirigea vers le bois. La locomotive s'arrêta à la place qu'il venait de quitter et on tira sur lui cinq ou six coups de fusil qui, heureusement, ne l'atteignirent pas. On ne le poursuivit pas plus loin, et après beaucoup de peines et de misère qu'il endura pendant toute la nuit, il arriva hier matin à Caughnawaga vers huit heures. Il traversa à Lachine et prit les chars qui le conduisirent à Montréal, où il arriva une heure après.

Il mentionna avec plaisir le fait que sa traversée à Lachine et son passage par le chemin de fer jusqu'à Montréal furent gratuits. Cette conduite se trouvait d'accord avec celle dont M. McChesney, dit-il, n'a pas reçu un sou de paie depuis le 10 novembre, et il ne possédait que douze sous en papier des Etats Unis et un trente sous argenté qu'il avait conservé depuis son départ du Canada. En arrivant en cette ville, il a trouvé une ancienne connaissance, Mr. Mc Corbeille, Hôtel Glasgow, rue St Laurent, où il rencontra aussi un de ses bons paroissiens, M. A. Lorin, qui lui procura les moyens de se rendre dans sa famille.

Il y avait un grand nombre de Canadiens dans le régiment dont il faisait partie.

Il a écrit plusieurs fois à sa famille, mais il n'a reçu aucune réponse. Cette plainte contre le mauvais service des malles aux Etats-Unis est générale.

En passant à St Rémi, il rencontra un autre soldat qui, comme lui, fuyait son régiment, mais ils avaient probablement la même idée, car à peine le premier l'eut-il aperçu que, le prenant à sa poursuite, il se courut encore plus vite, tandis que l'autre, dans une direction opposée, continuait sa course avec non moins de rapidité.

Bruit d'un congrès à St Petersbourg.

On lit dans la *Patrie* du 13 mars :

Les renseignements que nous avons publiés hier sur une communication anglaise ayant pour objet de régler dans une action commune, à Saint Pétersbourg, les puissances signataires de l'acte de 1815, nous sont expressément confirmés.

Quoiqu'il ne soit pas impossible de prévoir dès quelle sera l'attitude de quelques uns des états européens qui doivent répondre à la dépêche de Vienne, nous croyons qu'il y a des motifs pour penser que la réponse de la Suède sera favorable.

Nous devons observer que le mode proposé pour l'action à provoquer de la part des puissances signataires des traités de 1815, ne paraît pas avoir encore été déterminé.

La terreur au Mexique.

Le *Diario Espanol* nous donne des nouvelles de Mexico et des provinces qui sont encore sous le joug des jaunâtres. Ces nouvelles sont déplorables. " Le gouvernement dictatorial de Juarez, après avoir décrété que les fortunes particulières lui appartenaient, a déjà disposé de ses grands trésors qu'il avait enlevés au clergé, laissé sans pain pour eux et leurs familles ceux qui avaient quelque bien, sous prétexte que l'indépendance de la patrie est en danger. Pendant ce temps, les partisans, non pas de l'ordre, mais du désordre actuel, et qui auparavant ne possédaient pas un réal, roulent voiture et dépensent tout dans un luxe asiatique. La réforme, ce beau idéal, n'a entamé à sa suite que la démoralisation, les larmes et la plus effrayante misère. Une presse jusqu'ici n'a rendu à son gouvernement un tel état de choses sous le jour favorable du meilleur gouvernement qu'ait jamais possédé le Mexique.

Si sombre et si affligeant que soit ce tableau, nos informations particulières nous permettent d'affirmer qu'il n'y a rien d'exagéré dans ce que rapporte le *Diario* sur la situation intérieure du Mexique, sur le degré où est parvenue la tyrannie, sur l'excès d'infortune et de misères auxquelles est en proie ce malheureux pays.

(Constitutionnel)

FEUILLETON.

JEAN DIABLE

PAR PAUL FÉVAL.

IX

MEMENTO—Suite.

Le portier du No 19 s'appelait le père Fortuné. Il y avait plus de 40 ans que sa femme et lui mais le pied dans de la loge où elle engraissait, perdue qu'elle était de rhumatismes. Le rhumatisme engraisse. Elle faisait la cuisine pour un essaim d'étudiant, niché aux différens étages. Bijou, la fille bonne, portait les plats. Coquinet, le fils de la maison, faisait les commissions avec une extraordinaire célérité. Le père Fortuné avait beaucoup d'argent et prêtait sur gages.

Les loyers n'étaient pas chers, au numéro 19, et la cuisine de maman Fortuné avait une réputation méritée. Il arrivait rarement qu'une chambre restât vacante plus de vingt-quatre heures, et bien souvent il y avait des candidats locataires qui s'inscrivaient d'avance. Le père Fortuné prenait dix sous à ceux qui faisaient queue ainsi pour entrer dans son Eden.

Ces maisons-là n'en vont. Il n'y a plus de portiers, et déjà quelques concierges inscrivent au frontispice de leur repaire : *Conservateur.*

Le bonhomme de la banlieue refusa énergiquement la pièce blanche que lui offrait Gregory Temple, fils, par la mettre dans sa poche avec plaisir en disant :

—Ça ne vaut pas la peine. On doit un coup de trop, pas vrai ? Si j'avais autant d'écus de six livres qu'on m'a ramassé de fois comme ça sur la route de Vincennes.....

—Quand donc laisserez-vous monter pour qu'on fasse votre chambre, monsieur Gregory ! demanda le père Fortuné comme son locataire passait devant la loge.

—Mes lettres ! dit brusquement le vieillard au lieu de répondre.

On lui donna un assez volumineux paquet qui composait sa correspondance.

—Personne n'est venu ? demanda-t-il.

—Pas plus aujourd'hui que les autres jours, monsieur Gregory, répliqua le père Fortuné qui avait tourné vers lui sa moins mauvaise oreille. Depuis que vous avez la chambre du troisième sur le derrière, vous n'avez pas reçu un chat, qui n'est qu'un chat !

Le vieillard passa son chemin et monta l'escalier.

Le portier se tourna vers sa femme podagre, dont l'effrayante rotondité emplissait tout le fond de la loge.

—Le fait, Anglais, dit-il en hochant sa tête chauve et sèche comme un parchemin jauni, ça n'est pas fait comme tout le monde.

—Ses pièces d'or gagnent huit sous chez le bijoutier, répondit madame Fortuné.

En montant l'escalier, Gregory Temple examinait avec intérêt les lettres qui portait toutes le timbre de la poste de Londres à demi effacé.

—James Davy, murmura-t-il ; il ne m'avait pas mandé que Thompson avait quitté Londres !

Ces mots constituaient un reproche. Il ouvrit la lettre, et, au premier coup d'œil qu'il y jeta, sut tout ce qu'il désirait.

—A la bonne heure ! s'écria-t-il ; je peux compter sur celui-là, qui ne m'a jamais trompé.

La lettre ne contenait que ces trois lignes :

" Cher maître,

" Richard Thompson est à Paris sous un faux nom. Rien autre de nouveau.

" James Davy."

L'ancien intendant de police introduisit sa clef dans la serrure de sa chambre et l'ouvrit avec un empressement presque joyeux.

On pouvait apprendre, dès qu'il fut entré, la plaf, remise en sens contraire, fermer de nouveau la porte à double tour. A quelque heure du jour ni de la nuit vous n'auriez pu trouver cette porte autrement que fermée à double tour, soit au dedans, soit au dehors, et Bijou, l'héritière de maman Fortuné, aurait pu vous dire par expérience qu'il était impossible de glisser le moindre regard au travers de la serrure. Soit que le locataire fût présent, soit qu'il fût absent, sa chambre était rigoureusement murée : jamais personne n'y entrait, même pour lui porter un sou.

Bijou était curieuse, et l'œil qu'elle avait perçait comme une aiène. Bijou s'était postée plus d'une fois de l'autre côté de la cour, à quelque fenêtre du troisième étage, espérant saisir un jour, un instant, une fente par où plonger son regard inquisiteur, mais, derrière les rideaux toujours rabattus du locataire, il y avait comme un rempart opaque. On aperçoit vait bien une faible lueur quand il passait la nuit dans sa chambre, mais on ne voyait point la lampe ou la bougie qui produisait cette lueur.

Le jour de son arrivée, il avait fait venir un menuisier avec des planches. Pendant plusieurs heures, le menuisier tint scie, rabot et cognée. Le locataire les lui donnait, après, apporté son repas et le lui donnait, après, apporté son repas et le lui donnait, après, apporté son repas et le